ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 27 décembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à la gestion des déchets résultant d'activités de soins de santé", a donné le 9 février 1994 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 december 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende het beheer van afvalstoffen afkomstig van activiteiten inzake gezondheidszorg", heeft op 9 februari 1994 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1 qui a été faite à propos du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'incinération des déchets dangereux résultant d'activités de soins de santé, sur lequel la section de législation donne, ce jour, l'avis L. 22.693/9.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

1. A l'alinéa 1er, on mentionnera l'intitulé exact de l'ordonnance et on écrira :

"Vu l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, notamment ...;".

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, le mot "alinea" devrait être remplacé par le mot "lid".

2. Aucune des dispositions en projet ne trouve de fondement dans l'article 2 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, visé à l'alinéa 2 du préambule. Par contre, l'article 6 de cette ordonnance pourrait fonder l'article 3 de l'arrêté en projet, si celui-ci était complété de la manière qui est indiquée dans l'observation qui y est consacrée ci-après.

3. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 4, il y a lieu de remplacer les mots "met name" par les mots " ... inzonderheid op ...".

4. Aux alinéas 6 et 7, on écrira "Vu l'avis ...", non "Après avis ...".

5. Le proposant s'écrira comme suit :

"Sur la proposition du Ministre qui a l'environnement dans ses attributions,".

Dispositif.

Article 1er.

1. Au 1°, comme en ont convenu les délégués du Gouvernement, il serait plus judicieux de définir les activités de soins de santé en recourant à la terminologie utilisée par la législation applicable en cette matière (1).

Le texte sera revu en conséquence.

---

(1) Voir, notamment, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, et la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire.

2. Au 2°, les mots "les déchets résultant d'activités de soins de santé suivants" sont inutiles et doivent être omis.

Dans le texte néerlandais du point a, il y a lieu de remplacer le mot "gezondheidszorgen" par le mot "gezondheidszorg". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Le texte néerlandais du point b devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au 4°, il faut écrire "ou", non "et/ou".

4. Au 5°, il est proposé de définir la notion de "producteur" comme suit :

"toute personne physique ou morale dont l'activité comporte ou implique la dispensation de soins de santé qui produisent des déchets visés au 1° ou au 2°;".

Article 2.

Il est proposé d'intituler comme suit le chapitre II du texte néerlandais : "Afvalpreventie".

1. Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, appelle les observations suivantes :

a) comme en ont convenu les délégués du Gouvernement, la condition que le responsable soit membre du personnel du producteur risque, dans certains cas, de ne pas pouvoir être remplie; mieux vaut, dès lors, se limiter à imposer au producteur de désigner un responsable;

b) pour assurer l'effectivité de la disposition, il conviendrait que le producteur soit tenu de signaler à l'administration quelle est la personne désignée comme responsable;

c) il paraît judicieux de prévoir que lorsqu'une personne exerce une activité de soins de santé au service d'une autre personne qui a également la qualité de producteur, c'est à celle-ci qu'il incombe de désigner un responsable.

2. Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"La personne désignée comme responsable élabore un plan relatif à la prévention et à la gestion des déchets et veille à sa bonne exécution. Ce plan contient les informations mentionnées à l'annexe II".

Pour assurer l'effectivité de cette disposition il conviendrait de prévoir que le plan doit être communiqué à l'administration.

Article 3.

Cette disposition est ambiguë.

Si l'intention des auteurs du projet est seulement de confirmer que l'autorité habilitée à délivrer un certificat ou un permis d'environnement a le pouvoir de déterminer toutes prescriptions relatives à la gestion interne des déchets dans une installation où sont exercées des activités de soins de santé, l'article 3 est inutile et doit être omis.

Si le Gouvernement entend , au contraire, imposer à cette autorité de prévoir de telles prescriptions, il méconnaît l'article 6 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, qui l'oblige à arrêter lui-même ces prescriptions. Le texte devrait, en ce cas, être revu en conséquence, en veillant à préciser quelles sont les installations auxquelles il s'applique.

Article 4 et 5.

On fusionnera les articles 4 et 5 et on écrira :

"art. ... . Les déchets autres que les déchets spéciaux doivent être conditionnés dans des emballages souples conformes aux critères figurant à l'annexe III.

Ils ne peuvent être mis en décharge".

Article 6.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. ... . Les déchets spéciaux visés à l'article 1er, 2°, a. et e., peuvent faire l'objet d'un prétraitement de désinfection; s'ils ont subi avec succès ce prétraitement, ils cessent d'être des déchets spéciaux.

Les autres déchets spéciaux ne peuvent faire l'objet d'un prétraitement de désinfection".

Article 7.

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, mieux vaut écrire :

"Les déchets spéciaux sont conditionnés dans des emballages qui satisfont, à tout le moins, aux critères figurant à l'annexe IV".

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il serait plus simple d'écrire :

"Les déchets visés à l'article 1er, 2°, b. à e., sont conditionnés dans des emballages rigides".

Article 8.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. .... La collecte et le transport des déchets spéciaux, en dehors de l'établissement où ils ont été produits, se font aux conditions minimales figurant à l'annexe V, ainsi que, le cas échéant, à celles qu'imposent les dispositions relatives à l'élimination des déchets dangereux".

Article 9.

C'est à cet endroit que devraient être insérées les dispositions du projet d'arrêté relatif à l'incinération des déchets dangereux résultant d'activités de soins de santé, faisant l'objet de l'avis L. 22.693/9 donné ce jour.

Article 10.

En accordant au ministre le pouvoir de modifier le contenu des annexes I, III, IV, sans lui donner d'autres directives que celle de tenir compte de l'évolution des techniques et de la science, la disposition en projet comporte une délégation excessive. En effet, lesdites annexes contiennent des éléments qui ont une portée normative importante et ne peuvent être modifiées que par le Gouvernement lui-même.

Articles 11 et 12.

Ces dispositions doivent être interverties.

Par ailleurs, le texte de l'article 11 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ...". Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

En ce qui concerne l'article 12, il devra être rédigé en tenant compte de l'observation générale qui a été faite.

Annexe I.

Le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans le texte néerlandais de l'annexe I, il y a lieu d'écrire "(neonatale, ...) après "Herpes simplex".

Annexe II.

Il y a lieu de donner l'intitulé "BASISKENMERKEN VAN EEN "PLAN BETREFFENDE DE PREVENTIE EN HET BEHEER VAN AFVALSTOFFEN"" au texte néerlandais de l'annexe II.

La Région n'est pas compétente pour imposer aux établissements de soins de recueillir l'avis d'organes institués conformément à la législation hospitalière ou à la législation sociale.

Le texte néerlandais des chapitres I et III serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le chapitre VIII doit être revu de manière à faire apparaître clairement que l'avis de ces organes ne constitue pas une obligation imposée par l'autorité régionale.

Sous réserve de cette observation, les mots "de syndicale afvaardiging" du texte néerlandais devraient être remplacés par les mots "de vakbondsafvaardiging".

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire à la fin des annexes "Gezien om gevoegd te worden bij het besluit, van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ...".

OBSERVATIONS FINALES.

Il est renvoyé à la plupart des observations finales qui ont été faites dans l'avis L. 22.693/9 précité.

En outre, le texte néerlandais de la plupart des articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKING.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 1 die is gemaakt inzake het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verbranding van gevaarlijk afval afkomstig van activiteiten inzake gezondheidszorg, waarover de afdeling wetgeving heden advies L. 22.693/9 geeft.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef.

1. In het eerste lid van de Franse tekst moet het juiste opschrift van de ordonnantie worden vermeld en moet men schrijven :

"Vu l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, notamment ...;".

In het eerste lid van de Nederlandse tekst schrijve men "lid" in plaats van "alinea".

2. Geen enkele van de ontworpen bepalingen ontleent haar rechtsgrond aan artikel 2 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, waarnaar in het tweede lid van de aanhef wordt verwezen. Daarentegen zou artikel 6 van die ordonnantie de rechtsgrond kunnen zijn voor artikel 3 van het ontworpen besluit, als dat zo aangevuld zou worden als is aangegeven in de hiernavolgende opmerking die daaraan is gewijd.

3. In het vierde lid schrijve men "... inzonderheid op" in plaats van "met name".

4. In het zesde en zevende lid schrijve men "Gelet op het advies ..." en niet "Na advies ...".

5. Het voordrachtformulier dient als volgt te worden gesteld :

"Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort,".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In 1° zou het, zoals de gemachtigden van de Regering hebben erkend, oordeelkundiger zijn de activiteiten inzake gezondheidszorg te definiëren door te werken met de terminologie die wordt gebruikt in de wetgeving die op die materie van toepassing is (1).

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

---

(1) Cf. inzonderheid het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, en de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde.

2. In 2° moeten de woorden "de afvalstoffen afkomstig van één van de volgende activiteiten inzake gezondheidszorg" als overbodig vervallen.

Bij punt a. schrijve men "gezondheidszorg", in het enkelvoud. Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Bij punt b. schrijve men "de scherpe en puntige voorwerpen".

3. In 4° schrijve men "of" en niet "en/of".

4. Voor 5° wordt voorgesteld het begrip "producent" als volgt te definiëren :

"elke natuurlijke of rechtspersoon wiens activiteit het verstrekken van gezondheidszorg omvat of inhoudt waardoor het in 1° of 2° bedoelde afval ontstaat;".

Artikel 2.

Als opschrift van het hoofdstuk II wordt "Afvalpreventie" voorgesteld.

1. Bij paragraaf 1, die het eerste lid wordt, behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

a) zoals de gemachtigden van de Regering hebben erkend, dreigt de voorwaarde dat de "afvalverantwoordelijke" (lees : afvalfunctionaris) tot het personeel van de

producent moet behoren, in sommige gevallen niet te kunnen worden vervuld; het is dan ook beter zich ertoe te beperken de producent een afvalfunctionaris te doen aanwijzen;

b) om de efficiëntie van de bepaling te waarborgen, zou het nodig zijn dat de producent ertoe gehouden is aan het bestuur mee te delen welke persoon als afvalfunctionaris is aangewezen;

c) het lijkt gepast te bepalen dat als een persoon een activiteit inzake gezondheidszorg uitoefent in dienst van een andere persoon die eveneens de hoedanigheid van producent bezit, het deze laatste is die een afvalfunctionaris moet aanwijzen.

2. Paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

"De als afvalfunctionaris aangewezen persoon werkt een plan betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen uit en draagt zorg voor de degelijke uitvoering ervan. Het plan bevat de informatie die in bijlage II is vermeld".

Om de efficiëntie van deze bepaling te verzekeren, zou moeten worden bepaald dat het plan aan het bestuur moet worden meegedeeld.

Artikel 3.

Deze bepaling is dubbelzinning.

Als de bedoeling van de stellers van het ontwerp er alleen in bestaat te bevestigen dat de overheid die gemachtigd is om een milieu-attest of een milieuvergunning af te geven, bevoegd is om alle voorschriften vast te stellen betreffende het interne beheer van afval in een inrichting waar activiteiten inzake gezondheidszorg worden uitgeoefend, moet artikel 3 als overbodig vervallen.

Als de Regering deze overheid er echter toe wil verplichten zulke voorschriften te geven, schendt zij artikel 6 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, die haar verplicht deze voorschriften zelf vast te leggen. De tekst zou, in dat geval, dienovereenkomstig moeten worden herzien en moeten bepalen op welke inrichtingen hij van toepassing is.

Artikelen 4 en 5.

De artikelen 4 en 5 moeten tot een als volgt luidend artikel worden samengevoegd :

"Art. ... . De niet-speciale afvalstoffen dienen te worden verpakt in soepele recipiënten die voldoen aan de criteria van bijlage III.

Zij mogen niet op een stortplaats worden gedumpt".

Artikel 6.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ... . De speciale afvalstoffen, bedoeld in artikel 1, 2°, a. en e., mogen een voorbehandeling ter ontsmetting ondergaan; als die voorbehandeling is geslaagd, zijn zij niet langer speciale afvalstoffen.

De overige speciale afvalstoffen mogen geen voorbehandeling ter ontsmetting ondergaan".

Artikel 7.

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men :

"De speciale afvalstoffen worden verpakt in recipiënten die op zijn minst voldoen aan de criteria van bijlage IV".

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou het eenvoudiger zijn te schrijven :

"De afvalstoffen bedoeld in artikel 1, 2°, b. tot e. worden in harde recipiënten verpakt".

Artikel 8.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ...". Voor de inzameling en het vervoer van speciale afvalstoffen, buiten de inrichting waar ze zijn voortgebracht, gelden de minimumvoorwaarden van bijlage V en, in voorkomend geval, de voorwaarden gesteld in de bepalingen betreffende de verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen".

Artikel 9.

De bepalingen van het ontwerp van besluit betreffende de verbranding van gevaarlijk afval afkomstig van activiteiten inzake gezondheidszorg, waarover het vandaag gegeven advies L. 22.693/9 handelt, zouden op deze plaats moeten worden ingevoegd.

Artikel 10.

Doordat de ontworpen bepaling de minister machtigt de inhoud van de bijlagen I, III en IV te wijzigen, maar hem geen andere richtlijnen geeft dan die rekening te houden met de ontwikkeling van wetenschap en techniek, bevat zij een te ruime delegatie. De genoemde bijlagen bevatten immers gegevens met een aanzienlijke normatieve draagwijdte en kunnen slechts door de Regering zelf worden gewijzigd.

Artikelen 11 en 12.

De volgorde van deze bepalingen moet worden omgekeerd.

Overigens zou de tekst van artikel 11 van het ontwerp beter als volgt worden gesteld :

"Art. ... . De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit".

Bij het redigeren van artikel 12 dient rekening te worden gehouden met de hiervoren gemaakte algemene opmerking.

Bijlage I.

Men geve deze bijlage het opschrift : "LIJST VAN AANDOENINGEN EN MICRO-ORGANISMEN".

Na "Herpes simplex" schrijve men "(neonatale, ...)".

Bijlage II.

Als opschrift schrijve men : "BASISKENMERKEN VAN EEN "PLAN BETREFFENDE DE PREVENTIE EN HET BEHEER VAN AFVALSTOFFEN"".

Het Gewest is niet bevoegd om de verzorgingsinstellingen te verplichten het advies in te winnen van organen die zijn opgericht overeenkomstig de wetgeving op de ziekenhuizen of de sociale wetgeving.

In hoofdstuk I schrijve men :

"1. Volledige gegevens omtrent ...
2. Volledige gegevens omtrent de afvalfunctionaris".

In hoofdstuk III schrijve men "recycling" in plaats van "recyclage".

Hoofdstuk VIII moet worden herzien om duidelijk te laten blijken dat het advies van deze organen geen door de gewestelijke overheid opgelegde verplichting vormt.

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men "de vakbondsafvaardiging" in plaats van "de syndicale afvaardiging".

Aan het slot van de bijlagen schrijve men : "Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, ...".

SLOTOPMERKINGEN.

Er wordt verwezen naar de meeste slotopmerkingen die in voormeld advies L. 22.693/9 zijn gemaakt.

Bovendien is de Nederlandse tekst van de meeste artikelen van het ontwerp voor verbetering vatbaar, doordat hij ongebruikelijke termen bevat, bij voorbeeld "diagnostiek" in plaats van "diagnose", gallicismen "gezondheidszorgen" in plaats van "gezondheidszorg", inconsequenties "speciale afvalstoffen (art. 1)" tegenover "bijzondere afvalstoffen (bijlage V, 4)".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,
J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : M. PROOST, greffier,
Mevrouw : griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST. C.-L. CLOSSET.